

SOUTIEN AUX RÉFUGIÉ-ES AFGHAN-ES POUR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL DES REFUGIÉ-ES AFGHAN-ES ET DE LEURS PROCHES

Suite à l'arrivée des Talibans au pouvoir en Afghanistan, la FSU, la CGT et la LDH appellent à se rassembler **mardi 31 aout à 18h devant la préfecture** du Mans, en soutien au peuple afghan et, comme l'exige une tribune du 20 aout, pour un accueil inconditionnel des femmes afghanes et de leurs proches.

Cette prise du pouvoir par des obscurantistes est l'échec de la stratégie d'intervention militaire des États-Unis et de ses alliés, dont la France, menée au nom de la lutte contre le terrorisme. La politique de soutien à un régime corrompu n'a pas donné au pays les capacités de se structurer pour installer un fonctionnement démocratique. En ce sens, la responsabilité dans ce gâchis des USA et de la France est immense.

Le retour des Talibans au pouvoir le 15 aout dernier laisse craindre de violentes persécutions et de graves violations des droits humains.

C'est le retour de la terreur pour toute la population, particulièrement pour les femmes qui seront privées de toute liberté, de toute autonomie. Elle privera les filles du système éducatif. En effet, lorsqu'ils étaient au pouvoir les Talibans laissaient les petites filles aller à l'école publique jusqu'à l'équivalent du CM, soit entre 8 et 10 ans. Ensuite l'école leur était totalement interdite. Les garçons avaient le droit de suivre un cursus public normal, mais ces écoles, jugées parfois trop occidentales, étaient prises pour cible par les Talibans qui privilégiaient leurs écoles coraniques.

Plus largement, cette situation menace toutes celles et ceux qui sont attachées aux valeurs de démocratie, aux valeurs d'émancipation intellectuelle et culturelle.

L'inquiétude est grande aussi à l'égard des syndicalistes. En effet, le Syndicat national des travailleurs et employés afghans (NUAWE) est le seul syndicat national démocratique et indépendant. C'est aussi la seule organisation de la société civile défendant les droits humains et syndicaux des travailleur-ses dans le pays. Il rassemble 160 000 membres et représente leurs intérêts auprès du gouvernement et des employeurs dans des plateformes de dialogue social aux niveaux national et international. A ce titre, NUAWE a été une force pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme. Il a mis en avant la défense de la liberté d'association et le droit aux négociations collectives. Il a promu le respect de normes fondamentales du travail, de la non-discrimination et de l'égalité de traitement des femmes et des hommes dans l'emploi. NUAWE promeut activement le droit des femmes dans leurs diverses activités et programmes de formation. Ce syndicat organise régulièrement des rassemblements pour les droits des femmes à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Lorsque les talibans ont gouverné l'Afghanistan entre 1996 et 2001, NUAWE a été interdit car jugé non conforme à la loi islamique. Les dirigeant-e-s de ce syndicat sont en danger. Les pouvoirs publics ne peuvent pas laisser faire et la France, pays des droits de l'homme, doit accueillir tous les réfugié-e-s car il en va de leurs vies!

Dans ce contexte les propos d'Emmanuel Macron dans son allocution du 16 août parlant de « flux migratoires irréguliers » à l'endroit d'hommes, de femmes et d'enfants menacés de mort, a fait franchir un pas supplémentaire dans l'inhumanité. La complaisance aux idées de l'extrême droite est inacceptable pour les citoyens et citoyennes que nous sommes.

Comme le Haut-Commissariat aux Réfugiés l'a rappelé le 16 août, un Etat ne saurait refouler ceux -journalistes, artistes, universitaires, éducateur-trices, défenseur-ses des droits, ou rien de tout cela- qui fuient la situation afghane, laquelle génère « un besoin croissant de protection internationale ».

Ce n'est pas seulement une question d'honneur, mais surtout de respect par la France et par des Etats membres de l'Union Européenne de leurs obligations juridiques.

Nous demandons que soient accueillies toutes personnes menacées, demandeuses d'asile, et ce aussi longtemps que leur sécurité et leurs libertés ne seront pas assurées en Afghanistan, en leur accordant le statut de réfugié-es.

La France se doit d'impulser au niveau européen une véritable politique d'accueil, digne et humaine, organisée au plus près par les collectivités locales et le mouvement associatif.

A mardi 31 aout, 18h devant la préfecture, pour porter ensemble, au-delà des mots, la nécessité d'une solidarité de fait !